



# RÉINDUSTRIALISER LES TERRITOIRES POUR DÉVELOPPER LE TRAVAIL SALARIÉ, FINANCER LA SÉCU ET LES RETRAITES, UNE URGENCE POUR QUE CELA CHANGE.

## Manifestons le Mardi 9 Octobre 2012

*Depuis plus de trente ans gouvernements et patronat avec l'aval de la grande majorité des élus de la droite et d'une partie de la gauche ont prêté main forte aux grands groupes dans leur logique de restructurations, délocalisations, fermetures des entreprises et d'abandons des productions et de la recherche.*

*Cette gigantesque valse capitaliste conduite pour les seuls intérêts des dirigeants et actionnaires des groupes a conduit au pillage des fonds publics, à l'utilisation des collectivités locales et de leurs ressources pour satisfaire les appétits financiers des capitalistes avec, à la clé, un saccage social sans précédent. (exclusion de millions de salariés de leur droit au travail et droits fondamentaux, au logement, à la santé, à la formation, l'enseignement...).*

### Le département du Cher n'a pas été épargné par cette véritable guerre menée contre l'industrie, les services publics et le social.

**Bourges** avec les industries de défense privatisées pour répondre à la logique de marchandisation des armes de l'Union Européenne a subi de rudes coupes sombres à l'origine de l'explosion du chômage, des drames humains, de la casse des industries mécaniques.

**Vierzon et St Florent** ont subi les conséquences des choix décidés par les constructeurs et grands équipementiers automobiles et décideurs de l'aéronautique.

**St Amand** a été frappé par les choix des dirigeants des groupes qui sévissent dans l'industrie du livre tout comme **Sancerre** par les choix des constructeurs auto qui sont à l'origine de la fermeture de la fonderie de **St-Satur**.

Ce saccage organisé et voulu des industries s'est accompagné de l'accélération de la mise en concurrence entre les salariés, entre les collectivités locales et les peuples en Europe comme au plan international.

Il a été utilisé pour faire baisser les salaires, affaiblir les recettes de la Sécurité Sociale, des retraites et du régime d'indemnisation du chômage et casser les services publics.

Sur les trois dernières années, 234.000 salariés de l'industrie ont été exclus de leur travail, sacrifiés sur l'autel des profits d'une minorité qui au nom de la course à la compétitivité a fait le choix de ses intérêts particuliers contre l'intérêt général et celui de la Nation.

Dans cette même période 350 usines de production industrielle ont été fermées dans le pays avec la complicité de la puissance publique et aujourd'hui PSA s'apprête à poursuivre dans la même logique après avoir puisé dans les fonds publics !

Les mêmes qui sont à l'origine de ces décisions anti France et contraires aux intérêts des salariés et du peuple, qui ont participé à cette destruction industrielle veulent aujourd'hui nous culpabiliser avec leur dette qui justifierait tous les reculs sociaux !

### ASSEZ D'HYPOCRISIE ET DE MENSONGES.

- Comment peuvent-ils prétendre que ce serait la mondialisation qui serait la cause de tous les maux alors que ce sont les patrons des grands groupes avec la complicité de nombreux politiques qui sont les responsables ?
- Qui a modifié la législation du travail sur les licenciements ?
- Qui a voté pour la mise en place de Pôle Emploi, cet outil d'exclusion des chômeurs ?
- Qui a poussé depuis 2003 à la multiplication des dispositifs d'exonération des cotisations sociales des entreprises pour soi-disant préserver l'emploi ?

Au nom de l'emploi ils ont participé à massacrer le social en vidant les caisses des collectivités locales, en mettant constamment en cause les droits des salariés pour donner des pouvoirs sans cesse renforcés aux possédants, aux patrons et aux riches.

Cette logique est à l'origine des pertes de savoirs et savoir-faire dans le pays, des abandons de formations dans le domaine industriel, de la perte de maîtrises technologiques et d'abandons de pans entiers de la recherche au profit d'autres puissances économiques telles que l'Allemagne.

**IL EST URGENT QUE LES ÉLUS DES CITOYENS  
REPRENNENT LA MAIN SUR LE PATRONAT  
ET LES BANQUIERS.**

Ce sont les élus de la Nation qui décident du contenu des lois et de leur application dans un pays où c'est la loi qui doit s'appliquer pour chacun et pour tous.

Décider de réindustrialiser le pays, de confisquer des mains de ceux qui agissent contre les intérêts du peuple les grands secteurs d'activité, pour les placer sous la maîtrise publique, relève de la décision du politique.

Refuser la dictature des banques qui rançonnent les collectivités et la Nation relève du choix politique de la majorité de l'Assemblée Nationale.

Augmenter les salaires pour relancer la consommation, les productions et donner des

moyens supplémentaires à la protection sociale relève de la décision du politique.

Tout comme celle d'étendre la fonction publique en la renforçant avec des moyens, des effectifs pour répondre aux besoins des populations plutôt que de céder à cette course suicidaire à la libre concurrence.

**POUR LA CGT IL N'EST PAS QUESTION  
DE REPORTER A PLUS TARD  
CE QUI DOIT ETRE FAIT MAINTENANT**

Réindustrialiser les territoires en permettant aux salariés d'exercer leur pouvoir d'intervention en leur donnant les moyens de disposer pour tous d'un travail stable et qualifié doit être une priorité.

Il est plus que temps de mettre fin à la mise en concurrence, il faut permettre aux peuples de chaque Nation de s'auto déterminer, de développer des coopérations et échanges fondés sur d'autres concepts que les profits financiers d'une minorité.

**TOUS ENSEMBLE INTERVENONS EN NOUS MOBILISANT DANS LES ENTREPRISES,  
LES LOCALITÉS ET PROFESSIONS  
POUR NOS REVENDICATIONS  
ET PESER SUR LES ÉLUS DE LA NATION ET LE GOUVERNEMENT.**

**TOUS ENSEMBLE LE 9 OCTOBRE 2012**

**FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX  
ET NOS EXIGENCES REVENDICATIVES EN MANIFESTANT à**



<b>BOURGES</b>	<b>10 h 30</b>	Place Séraucourt
<b>VIERZON</b>	<b>10 h 30</b>	Forum République
<b>ST-AMAND</b>	<b>10 h 30</b>	Place Carrée
<b>ST-FLORENT</b>	<b>10 h 30</b>	Place de la République
<b>LA GUERCHE</b>	<b>11 h 00</b>	Place du G <sup>al</sup> de Gaulle